

FRANCE-MONDE

SUISSE | Votation hier

Nucléaire : pas de sortie accélérée

Les électeurs suisses ont rejeté hier une proposition des Verts, soutenue par la gauche, qui prévoyait d'accélérer la sortie du nucléaire, avec la fermeture dès l'an prochain de trois des cinq réacteurs helvétiques.

L'initiative soumise à une votation au niveau fédéral grâce à la collecte par les Verts des 100 000 signatures, prévoyait de limiter à 45 ans la durée de vie d'un réacteur. Elle a été rejetée par 54,23 % des voix contre 45,77 % et par 20 cantons sur 26.

L'enjeu ne portait pas sur l'avenir du nucléaire en Suisse, mais uniquement sur un calendrier de fermeture des cinq réacteurs, qui produisent le tiers de l'électricité du pays. Les autorités helvétiques



La centrale de Mühleberg, dans le canton de Berne. Photo AFP

ont en effet décidé il y a cinq ans déjà de sortir du nucléaire, dans la foulée de la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon. Mais elles n'ont pas fourni de calendrier précis. Les centrales nucléaires suisses opèrent tant qu'elles répondent aux critères de sécurité.

CUBA | Après la mort de Fidel Castro

Raul, le petit frère seul aux manettes

Il n'a plus personne pour lui faire de l'ombre : Raul Castro, 85 ans, va enfin assumer seul l'héritage du pouvoir qu'il a reçu de son grand frère Fidel.

Aussi réservé et patient que Fidel était exubérant et bouillonnant Raul s'est imposé peu à peu comme l'homme fort du pouvoir en écartant doucement les vieux compagnons de route que Fidel lui avait associés à l'été 2006 pour les remplacer par de fidèles militaires.

Depuis, Raul a doucement, avec minutie, ouvert le régi-

me. Enfin, il a été l'artisan du rapprochement historique annoncé fin 2014 avec les États-Unis, en adoptant une diplomatie plus pragmatique. Toujours inflexible sur l'essentiel, il a su donner les gages nécessaires à Washington pour initier ce dégel.

Reste à savoir, maintenant qu'il est libéré de la figure tutélaire de Fidel, quelle inflexion nouvelle il donnera au régime castriste. Le temps joue contre lui : Raul a annoncé qu'il quitterait le pouvoir en 2018.

EUROPE | Référendum en Italie, présidentielle en Autriche dimanche prochain

Deux votes à haut risque

Dimanche prochain, le président du Conseil italien joue sa tête dans un référendum, tandis que le candidat d'extrême-droite brigue la présidence autrichienne.

L'Europe n'est plus un long fleuve tranquille, si elle l'a jamais été... Les dirigeants tremblent avant chaque nouveau scrutin, depuis le vote du Brexit qui les a tous surpris. Et dimanche prochain, un nouveau choc anti-système peut venir de deux pays à la fois...

■ Italie : le pari de Renzi

Matteo Renzi, 41 ans, au pouvoir depuis bientôt trois ans à la tête d'une coalition de centre-gauche, veut réformer la politique italienne au pas de charge. Il propose un référendum supprimant l'essentiel des pouvoirs du Sénat, aujourd'hui en situation de bloquer toute évolution, et assurant une majorité confortable au parti arrivé en tête des législatives. Le seul moyen, dit-il, de rendre l'Italie gouvernable, après un demi-siècle d'instabilité. Mais son style (un « populisme de gouvernement » très disruptif), et sa promesse de quitter la présidence du Conseil si le non l'emporte, ont réalisé contre lui la coalition des contraires : la gauche, qui lui reproche sa réforme du marché du travail (Jobs Act), la droite, et le parti populiste de Beppe Grillo, le Mouvement 5 Étoiles, en tête des sondages.

Le risque ? Une crise politique dégénérant en crise financière, à cause de la fragilité des banques, dans une éco-

nomie plombée par la dette.

■ Autriche : Hofer l'extrémiste

Oui, le FPÖ (Parti libéral de l'Autriche) de Norbert Hofer, favori du second tour de la présidentielle, est d'inspiration nazie. Mais la première motivation de ses électeurs est bien, au-delà de l'hostilité contre les migrants, le désir de liquider le monopole des deux grands partis conservateur et social-démocrate, verrouillé depuis la guerre, explique Patrick Moreau dans « L'Autriche des populistes » (Fondapol).

Le risque ? Que le président Hofer, sans grand pouvoir, facilite l'accès à la chancellerie du vrai patron du parti, Hans-Christian Strache. Et un démenti cinglant à tous ceux qui évoquent un « plafond de verre » empêchant l'extrême-droite de gagner une élection à deux tours.

■ Puis l'Allemagne, la France...

Ces scrutins en précédent trois autres : législatives aux Pays-Bas (mars), présidentielle en France (avril-mai) et législatives en Allemagne (septembre). Tous trois devraient voir progresser, à des degrés divers, des candidats anti-système - national et européen. Le pire est que la proximité de ces élections fait en même temps obstacle à toute initiative susceptible de renverser la tendance. Un sujet de plus pour le dernier Conseil européen de l'année, mi-décembre, qui avait déjà au menu les réfugiés, le Brexit, la défense, l'élection de Trump...



Le candidat autrichien du FPÖ Norbert Hofer (au centre) et le stratège Heinz-Christian Strache (à droite). Photo AFP



QUESTIONS À
Yves Bertoncini

Directeur de l'Institut Jacques-Delors

« Des failles nationales »

→ Pourquoi cette vague populiste sur l'Europe ?

« On européanise trop ce phénomène. Pour bien le comprendre, il faut d'abord l'occidentaliser : l'Europe et les États-Unis sont confrontés à un mouvement de plaques tectoniques venu principalement d'Asie, mais aussi du monde arabo-musulman, qui remet en cause leur domination sur les affaires du monde. La mondialisation, qu'elle soit économique ou culturelle, avec les migrations, génèrent ainsi des peurs, des angoisses sociales et identitaires. Ajoutez une crise financière, la pire depuis les années 30 - quand on voit ce qu'il s'est produit dans les années 30, il fallait bien s'attendre à quelques tremblements de terre ! Ce mouvement de plaques tectoniques provoque donc des tremblements de terre là où il y a des failles, et elles sont le plus souvent des failles nationales. »

→ Donc différentes dans chaque pays ?

« Oui, il faut alors nationaliser l'explication. En

Autriche, avant d'être un vote d'extrême droite, c'est un vote anti-système, lié à la trop longue pratique de la Grande Coalition, qui oblige à chercher l'alternance aux extrêmes. La preuve : l'autre candidat du second tour est un écologiste. En Espagne, en Grèce et au Portugal, pays vaccinés par l'Histoire contre l'extrême droite, le vote anti-système s'exprime à travers la gauche radicale. En France, c'est le Front national et Jean-Luc Mélenchon. Vous avez enfin Beppe Grillo et son mouvement attrape-tout des colères de gauche et de droite. »

→ Comment répondre ?

« Si les Italiens ou les Autrichiens ont peur, c'est un fait, une réalité à prendre en compte. Or, le système politique traditionnel est enfoncé dans un discours rationnel, plein de chiffres. Il faut réapprendre à faire de la politique, y compris pour défendre l'Europe, en prenant en compte les sentiments, les imaginaires, les symboles... »

Propos recueillis par Francis BROCHET

FABRIQUÉE EN FRANCE

DS 3 PERFORMANCE LINE

OFFRE DE LANCEMENT
TOUT ÉQUIPÉE À 300 €/MOIS*
EN LOCATION LONGUE DURÉE SUR 36 MOIS/30 000 KM

SANS APPORT/SANS CONDITION
GARANTIE ET ENTRETIEN 3 ANS INCLUS
ASSISTANCE ÉTENDUE 24 h/24, 7 j/7
CLUB DS PRIVILÈGE - CONCIERGERIE

Projecteurs DS LED Vision
Jantes alliage 17" Aphrodite Noir brillant - Pavillon biton Noir Onyx
Personnalisation intérieure PERFORMANCE Line
Système audio sur tablette tactile 7" - Climatatisation automatique

DS préfère TOTAL

DSautomobiles.fr

Spirit of avant-garde = L'esprit d'avant-garde.

Modèle présenté : DS 3 PureTech 110 S&S BVM PERFORMANCE Line avec options teinte de caisse Gris Shark et Aide au stationnement avant et arrière. (LLD sur 36 mois/30 000 km, garantie et entretien 3 ans inclus - assistance étendue 24 h/24, 7 j/7 : 36 loyers de 303 €.)

* Exemple pour la Location Longue Durée sur 36 mois et 30 000 km de DS 3 PureTech 110 S&S BVM PERFORMANCE Line, hors options ; soit 36 loyers de 300 €. Contrat de garantie et entretien 3 ans inclus - assistance étendue 24 h/24, 7 j/7 au prix de 21 €/mois pour 36 mois et 30 000 km (au 1^{er} des deux termes échus), conditions générales du contrat disponibles en point de vente. Montants TTC et hors prestations facultatives. Offre non cumulée, valable jusqu'au 31/12/16, réservée aux particuliers, dans le réseau Citroën/DS participant, et sous réserve d'acceptation du dossier par CREDIPAR, locataire gérant de CLV, SA au capital de 138 517 008 €, RCS Nanterre n° 317 425 981, 9 rue Henri Barbusse CS 20061 - 92623 Gennevilliers Cedex. ORIAS n° 07004921 [www.orias.fr]. CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ : DE DS 3 : DE 3,0 À 5,6 L/100 KM ET DE 79 À 129 G/KM.